

Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE et Andrea REA

LES ÉTAPES DE L'EXTRÊME DROITE EN BELGIQUE

Le 10 octobre 1988, la percée des partis d'extrême droite constituait un des enseignements essentiels des élections communales belges et la principale source d'inquiétude du monde politique. En effet, dans l'agglomération anversoise et bruxelloise, le parti des forces nouvelles (PFN), le Front national (FN) et le Vlaams Blok (VB) réalisaient des performances, bien qu'encore limitées, suffisamment conséquentes pour des petits partis jusqu'alors groupusculaires – le PFN et le FN – ou cantonnés géographiquement – le Vlaams Blok.

En Flandre, l'émoi au sein des partis est plus intense. Le Vlaams Blok remporte 23 sièges et atteint 5,3% des votes. Ce sont surtout les résultats enregistrés par le Vlaams Blok à Anvers qui frappèrent les imaginations. En effet, le Vlaams Blok y recueillait 17,7% et 10 élus sur 55. Par rapport aux élections antérieures, le Vlaams Blok a multiplié par six le nombre de voix qui s'est porté sur sa liste. Toutefois, cette forte hausse électorale se double d'une extension de la pénétration de l'extrême droite flamande dont l'implantation s'élargit progressivement à d'autres communes. Dans les municipalités de Bruxelles et de Molenbeek, le Front national décroche un élu dans un type de scrutin qui ne favorise pourtant pas les petits partis et l'éparpillement des voix.

Ces percées se confirment au cours des années suivantes. À l'élection régionale bruxelloise de 1989, le Front national enlève deux députés régionaux tandis que le Vlaams Blok gagne son premier député européen lors des élections européennes de 1989. Du côté flamand, l'aboutissement de cette émergence intervient lors des élections législatives de novembre 1991. En captant

404 247 voix, le Vlaams Blok triple son résultat par rapport au scrutin de 1987 et devient le principal vainqueur de ces élections. En région bruxelloise, le Front national confirme son implantation électorale ; il l'étend à la Wallonie lors des élections européennes et communales de 1994 et législatives de mai 1995.

Comment saisir cette progression marquante ? Comment comprendre l'installation de partis d'extrême droite dans le paysage politique belge et que représentent ces formations ?

Les vestiges d'un passé

En Flandre

À l'image d'autres situations nationales en Europe, la deuxième guerre mondiale a jeté l'opprobre sur les partis et groupes se réclamant de l'extrême droite ou labellisés comme telles. Du côté flamand, le Vlaams National Verbond (VNV) et du côté francophone, Rex ont été des acteurs de la collaboration. Bien que les organisations politiques d'extrême droite qui apparaissent au début des années quatre-vingt en Belgique ne se réclament d'aucune filiation directe des partis des années trente, le terreau de l'éclosion de l'extrême droite des années quatre-vingt n'est pas vierge de tout antécédent¹. Tout comme dans les années trente, l'extrême droite en Flandre est profondément fédéraliste politiquement et flamande culturellement ; inversement l'extrême droite francophone est unioniste. À l'inverse des formations politiques traditionnelles (chrétienne, sociale et libérale) depuis les années trente, l'extrême droite est traversée par le clivage linguistique. À l'exception d'éléments caractéristiques des années trente, l'anticommunisme et la fascination pour le fascisme italien et le nazisme allemand, l'extrême droite actuelle partage une matrice idéologique avec celle de l'entre-deux-guerres : le nationalisme, le rejet de l'étranger, le corporatisme et le dénigrement des hommes politiques.

Contrairement au Front national, le Vlaams Blok s'inscrit dans une certaine continuité par rapport à certaines franges du mouvement flamand. On peut à cet égard établir un lien historique avec le Vlaams Nationaal Verbond (VNV) de Staf De Clercq. Succédant au Frontpartij qui avait encouru une défaite électorale en

1932, le VNV avait été fondé le 7 octobre 1933. Le premier objectif du parti consistait à transformer la Belgique en un État fédéral au sein duquel la Flandre pourrait bénéficier d'une large autonomie. Il recueillit respectivement 7,1% et 8,3% aux élections de 1936 et 1939 — seize et dix-sept députés. Lors de la campagne électorale pour les communales d'octobre 1938, certains slogans du VNV à Anvers étaient « *les Juifs dehors* », « *À bas les Juifs* »². Depuis sa création, le VNV déclarait combattre les « *parasites fransquillons et juifs* »³. L'antisémitisme était très répandu auprès de certains nationalistes flamands. Il se retrouve également dans la déclaration de principe d'un autre mouvement plus fasciste, le Verdinaso, et touche aussi le parti social chrétien en Flandre (Katholieke Vlaamsche Volkspartij, KVV)⁴. Les pouvoirs publics ne seront pas totalement insensibles à ces arguments. Ils arrêteront l'immigration, renverront les travailleurs étrangers en chômage et excluront les étrangers du métier de colporteur⁵. Le 22 novembre 1938, lors du débat à la Chambre sur l'immigration, le VNV y expose ses vues sur la « *pureté de la race* », mais édulcore son argumentation racisante par des arguments économiques (« *les étrangers volent notre travail* »)⁶. Lors du déclenchement de la deuxième guerre mondiale, le parti, sous la houlette de son leader Staf de Clercq, avait rejoint le camp de la collaboration. Plusieurs de ses responsables occupèrent des fonctions importantes sous l'occupation : Victor Leemans aux Affaires économiques et Gérard Romsée à l'Intérieur⁷. La participation du VNV à la collaboration affecta longtemps le mouvement flamand. La renaissance d'un parti centré sur cette question est problématique. En 1949, la Vlaamse Concentratie échoue. Il faut attendre l'émergence de la Christelijke Volkspartij qui devient vite Volksunie pour qu'un nouveau parti incarne les revendications du mouvement flamand. La Volksunie progresse électoralement dans les années soixante et dans le premier lustre de la décennie soixante-dix.

Du côté francophone

Le rexisme est né dans les milieux catholiques francophones autour de l'Université de Louvain. Léon Degrelle a pris la direction du parti Rex en 1935⁸. Il était très critique vis-à-vis du régime parlementaire et assez favorable aux structures corporatistes. L'emblème du parti était le balai devant servir à balayer les « *pourris* » (les hommes politiques corrompus et les Juifs). Lors des élections

de 1936, les trois partis traditionnels (chrétiens, socialistes et libéraux) reculaient alors que l'extrême droite progressait. Avec 21 députés, Rex devient le quatrième parti et le VNV le cinquième, devançant le parti communiste. Le parti a une forte implantation francophone : il obtient 18% à Bruxelles, 16% en Wallonie et seulement 7% en Flandre. Un événement important survient le 11 avril 1937, lors d'une élection partielle à Bruxelles. Il précipite le déclin du rexisme. Cette élection voit s'affronter Degrelle et le premier ministre Van Zeeland, tous deux candidats pour la première fois. Van Zeeland reçoit le soutien des trois partis traditionnels et du parti communiste, un front uni contre Degrelle. Par ailleurs, le cardinal de Malines, Mgr Van Roey, prend également position pour le premier ministre. Ce dernier remporte très largement (80%) le duel contre Degrelle. Lors des élections de 1939, Rex n'a plus que quatre députés et le parti entre dans une phase de fascisation qui aboutit à la collaboration avec les Allemands durant la guerre. Degrelle entraîne Rex dans le courant SS en déclarant que les Wallons sont des Germains. Il créa la Légion wallonne et se rend sur le front de l'Est. En 1943, il incorpore sa Légion aux Waffen SS allemandes. À la fin de la guerre, il s'exile dans l'Espagne de Franco et puis en Amérique du sud. Comme le constate Xavier Mabille, dans l'immédiat avant guerre « *nulle famille politique n'apparut alors totalement immunisée à l'égard de la contagion du fascisme, même si cette contagion agit à des degrés divers* »⁹. Ainsi, pendant la guerre, certains sont influencés par l'idée d'un régime fort comme Henri de Man, le président du parti ouvrier belge (POB). Le Front national se constitue sans référence au rexisme, mais il partage avec lui le nationalisme unitariste. Les références les plus explicites, tant pour le Vlaams Blok que pour le Front national, consistent dans l'utilisation, pour leur propagande, d'iconographies et d'affiches des années trente.

De la libération au milieu des années soixante-dix, l'extrême droite est évanescence en Belgique¹⁰. La crise et la modification du contexte institutionnel et politique en Belgique favoriseront l'apparition de partis à dimension poujadiste ou extrémiste. Du côté francophone, particulièrement en région bruxelloise, ce rôle sera avant tout rempli par l'Union démocratique pour le respect du travail (UDRT). Du côté flamand, c'est la négociation d'un pacte institutionnel (dit pacte d'Egmont) qui donne naissance à deux formations qui s'y opposent de façon virulente : le Vlaams Volkspartij (VVP) et le Vlaams Nationalepartij (VNP) qui se présentent en cartel à l'élection législative de 1978 sous l'intitulé Vlaams Blok.

Naissance et développement de l'UDRT

L'UDRT voit le jour en avril 1978. Son origine est étroitement liée aux sentiments d'inquiétude et de mécontentement parmi les petits commerçants et les professions libérales. La Fédération générale des travailleurs indépendants (FGTI) a indéniablement favorisé l'éclosion de cette formation. Les principaux objectifs de l'UDRT sont sans équivoque : « *l'abolition de la punition fiscale du travail, de l'initiative et l'harmonisation des régimes de pension* ». Mais rapidement, l'Union démocratique pour le respect du travail élargit son propos et ses slogans. Elle assume notamment un rejet acerbe du monde politique et syndical. Les femmes et les hommes politiques sont ainsi qualifiés de « *politiciens* », « *magouilleurs* », « *politicars* » et accusés de former une véritable *Nomenklatura*. En 1983, le livre blanc de l'UDRT se concluait en ces termes : « *L'UDRT dénonce le complot des dirigeants politiques et syndicaux. Sous prétexte de défendre nos intérêts, ils justifient leurs actes en se présentant comme les défenseurs de l'une ou de l'autre catégorie de citoyens, mais dans les coulisses, ils se partagent le gâteau, produit de notre travail et de nos efforts* »¹¹.

À cette dénonciation du « *système* » et du « *complot* », l'UDRT opposait le principe de la liberté d'entreprendre, de la « *véritable* » économie libre qui devait finalement conduire « *au niveau le plus élevé possible, pour le plus grand nombre de personnes* ». L'État était voué aux gémonies et décrit comme « *l'instrument déterminant de la domination et de la confiscation des richesses qu'exerce la Nomenklatura sur les citoyens* ». Dans sa courte histoire électorale, l'UDRT n'a connu qu'une percée significative qu'en région bruxelloise. En 1978, elle y obtenait son seul résultat tangible avec 2,3% et l'élection comme député de son président Robert Hendrickx. En 1981, sa croissance est restée bornée à cette ère géographique. Avec 7% des suffrages, elle obtient trois députés et un sénateur. Cette performance était toutefois très en deçà des attentes et contribua à une dérive vers une propagande à connotation xénophobe et raciste. Les slogans relatifs à la fiscalité font place à des campagnes anti-immigrées de plus en plus prononcées. Cette évolution est consacrée lors des élections communales de 1982, ce qui n'empêche l'UDRT de subir un nouveau revers.

Le nouveau créneau politique, désormais clairement affiché, est un échec. De nombreux transferts politiques s'opèrent ; la plupart vers le parti réformateur libéral (PRL). En 1985, l'UDRT recule

à Bruxelles de 7% à 3,9%. Seul Robert Hendrickx est élu. Cet échec marque la fin réelle de l'UDRT comme parti. Elle se transforme en mouvement, conçu dans l'optique d'un groupe de pression, UDRT 2 000. Robert Hendrickx est élu en 1987 sur la liste sociale chrétienne (PSC-APB). Mais il n'y a pas de lendemain politique à ce mouvement. Plusieurs responsables politiques flamands rejoignent même le Vlaams Blok en 1987, dont le coprésident de l'UDRT-RAD, Roger Frankinoulle.

Le qualificatif d'extrême droite s'applique difficilement à l'UDRT. Elle se rattache à la tradition poujadiste avec toutes les ambiguïtés politiques que recouvre la relation à l'idéologie d'extrême droite. Les valeurs et les thèmes véhiculés par ce parti ont contribué à relayer des discours et des thèmes nouveaux : le libéralisme à tous crins, l'antisyndicalisme exalté, l'antiétatisme âpre, le rejet des nouvelles institutions belges et la dénonciation du « système ». S'y ajoutent la thématique du complot « politicien » et du rejet de l'immigration. Ces représentations seront reprises par des personnalités proches ou membres des partis libéral et social chrétien (PSC) mais aussi parfois du parti socialiste.

Roger Nols, ancien dirigeant du Front démocratique des Francophones (FDF) et bourgmestre de la deuxième commune bruxelloise en importance, Schaerbeek, en est l'illustration la plus frappante. Candidat à sur la liste libérale en 1987, il recueille 21 704 voix de préférences en étant dernier sur la liste. Ce total lui permet d'être élu. Dans son livre *La Belgique en danger. La vérité sur l'immigration*¹², il s'appuie sur la logique du « bon sens » pour banaliser la teneur d'un propos raciste sans pudeur : « *C'est l'ambition de ce petit livre que de vous informer hors de toute idéologie et de toute opinion partisane sur le plan du simple bon sens* »¹³. Ses campagnes dans les années quatre-vingt sont systématiquement provocatrices dans l'affichage d'une xénophobie et d'un racisme endossé.

Les premiers pas de l'extrême droite francophone

Les premiers groupes d'extrême droite francophone émergent dans un contexte aujourd'hui bien connu : crise économique et sociale et culturelle, période de « déculpabilisation » dans l'expression xénophobe, critiques multiples à l'encontre de l'État,...

Les groupements et partis d'extrême droite prospèrent d'abord dans l'agglomération bruxelloise. La région y concentre tous les maux sociaux. Elle est par ailleurs l'espace géographique où l'encadrement social des familles politiques traditionnelles est le plus faible.

Quelques formations ont survécu au début des années quatre-vingt. Le parti national belge (PNB-BNP), un des plus anciens, a récolté 0,4% des voix à Bruxelles aux élections de 1978 et moins encore en 1981 : 0,1%. L'Union nationale des Francophones (UNF) a recueilli 0,3% aux élections de 1981, l'Union nationale et démocratique (UND) a pour sa part obtenu 0,6% en 1985. Le parti libéral chrétien puis parti de la liberté du citoyen (PLC) décroche respectivement 0,5% et 0,6% aux scrutins de 1985 et de 1987. Deux partis se concurrenceront dans la deuxième moitié des années quatre-vingt pour apparaître comme le porte-parole de l'extrême droite francophone : le parti des forces nouvelles (PFN) et le Front national (FN).

Durant son existence, le parti des forces nouvelles (PFN) a connu de nombreux avatars internes. Il s'est d'ailleurs présenté aux élections avec des étiquettes différentes. Le PFN est issu du Front de la jeunesse (FJ), qui s'était illustré dans les années soixante-dix par plusieurs actions choc. En 1975 était né Forces nouvelles qui se transforme vite en PFN.

Dès sa création, le PFN a isolé comme mot d'ordre quasi unique le combat contre l'immigration au travers de quelques slogans évocateurs : « *Immigration : on ne retient personne* », « *Priorité absolue de travail pour les Belges et les Européens* », « *Renvoi des étrangers parasites (délinquants, chômeurs de longue durée,...)* »¹⁴. Dans ses publications confidentielles, d'autres composantes idéologiques pouvaient être relevées : un anti-communisme rabique, une dénonciation forte du syndicalisme, l'exaltation de la famille et des élites, la promotion d'un « *sens national européen qui (devait) permettre la mise en place d'un véritable gouvernement européen* » et un anti-sémitisme affiché. Le parti des forces nouvelles n'est jamais parvenu à étendre son assise électorale. Aux élections communales de 1988, il escomptait recueillir les fruits d'un militantisme incontestable dans certains quartiers bruxellois ou liégeois, mais le résultat ne fut pas au rendez-vous (voir *infra*). Cet échec entraîne la déliquescence du PFN. À la fin des années quatre-vingt, plusieurs militants rejoignent le Front national. D'autres, en province de Liège, créent une nouvelle formation : AGIR¹⁵.

*Le Front national :
la sortie de la marginalité électorale*

C'est à la charnière des années 1984 et 1985, qu'est mis sous les fonts baptismaux le Front national. Daniel Féret constitue l'asbl le Front national-Nationaal front en septembre 1985. Cette formation est créée par une poignée de personnes dévouées au docteur Féret, médecin originaire de la région de Tournai. Daniel Féret n'est pas un inconnu total de la politique belge. Au début des années soixante-dix, il avait rejoint le parti libéral (PLP) avant d'entrer à Jeune Europe, une organisation dirigée par Jean Thiriart. En 1984, enfin, il avait adhéré à l'UND et en était devenu vice-président¹⁶. L'optique est claire pour ce jeune parti. Il s'agit de bénéficier de l'écho médiatique du Front national français suite à l'élection européenne de 1984. À ce titre, le Front national belge reprend la même effigie que celle du FN français et du Mouvement social italien (MSI). Durant ses premiers mois d'existence, le Front national se présente comme une nébuleuse rassemblant tout au plus quelques dizaines de personnes. C'est un parti sans moyens et sans véritable cohérence idéologique.

Au scrutin législatif de 1985, il récolte 0,45% des suffrages dans la région bruxelloise. Les quelques documents disponibles témoignent sans conteste que la problématique de la lutte contre l'immigration occupe la place centrale dans leur campagne. En 1987, le FN a quelque peu progressé dans sa structuration. Il a pénétré certains quartiers bruxellois, ce qu'indique sa progression à l'élection législative de 1987. Mais cet enracinement trouve surtout un premier aboutissement lors du scrutin communal de 1988. Le FN y décroche son premier conseiller communal à Molenbeek.

*Résultats de l'extrême droite francophone
aux élections communales de 1988*

	FN		Sièges	PFN		Sièges
	Voix	%		Voix	%	
Anderlecht	1 389	3,05		570	1,25	
Bruxelles	596	1,02		817	1,4	
Molenbeek	1 161	4,02	1	484	1,68	
Saint-Gilles				200	1,31	
Saint-Josse	148	2,39				
Schaerbeek	525	1,19				
Uccle				866	2,09	
Rebecq				81	1,47	
Charleroi	448	0,39				
Mouscron	363	1,15				
Tournai	329	0,78				
Liège	957	0,89		3 165	2,94	

Lors des premières élections régionales de Bruxelles-Capitale en 1989, cette progression est amplifiée avec l'élection de deux députés. Le FN obtient 3,3% des suffrages.

Résultats de l'extrême droite à l'élection régionale bruxelloise de 1988

	Voix	%	Sièges
PFN	4 190	1,0	
FN	14 392	3,3	2
Extrême droite	18 582	4,3	2

Tout comme l'UDRT et le PFN, le Front national s'en prend violemment aux « *politiciens* », aux « *politicians* », aux « *ténors sans voix des partis* », aux « *médias du système* » ou aux « *intellectuels* »,... responsables de tous les maux dont celui d'avoir accompli une fédéralisation rampante qui saperait le nationalisme et le sens national¹⁷. Mais c'est avant tout le rejet et la stigmatisation de l'immigration qui sont à l'avant-plan de la communication frontiste.

Cette première percée n'a pas été sans conséquences internes. Au contraire, la progression a exacerbé des tensions internes. Deux sensibilités s'affrontent au FN : d'une part les membres en provenance de diverses organisations d'extrême droite, d'autres part

les adhérents provenant des partis libéral et social chrétien et du Front démocratique des francophones (FDF). Les premiers acceptent mal la direction autoritaire de Féret et jugent le programme du FN trop faible d'un point de vue idéologique. Les seconds encouragent la mutation du parti en un parti respectable, débarrassé de toutes références aux idéologies et aux régimes fasciste et nazi¹⁸. Le Front national se compose ainsi de deux tendances antagonistes : l'une est représentée par d'anciens membres de groupuscules d'extrême droite et l'autre par d'anciens militants de partis traditionnels. Les premiers y ont apporté les contenus d'extrême droite et les seconds, par souci de respectabilité, souhaitent offrir l'image d'un parti nouveau, d'un parti de la droite nationale. Ainsi, Jacques Willocq, premier élu communal du FN en 1988, déclare : « *mon ambition première était de montrer aux Belges que le Front national est un parti respectable et qu'il doit être respecté* »¹⁹. Daniel Féret partage cette optique mais il doit donner des gages aux premiers et, surtout à l'image de Jean-Marie Le Pen, il est contraint de faire dans l'outrance pour focaliser l'attention médiatique.

Lors de sa première interview télévisée, il s'en prend au libéral François Xavier De Donnée, qui allait devenir bourgmestre de la ville de Bruxelles, qui avait déclaré que Bruxelles avait vocation d'être largement ouverte à l'Islam : « *Eh bien, je dis que tout compte fait les Allemands, en 40, se sont conduits comme des cloches. Ils auraient dû arriver chez nous vêtus de haillons, des babouches aux pieds et la main tendue. Charles Picqué aurait trouvé un Berlin Désir, les enfants à l'école auraient porté des badges « Touche pas à mon boche! » et nous serions encore occupés aujourd'hui* »²⁰.

Tout comme le Front national en France, le FN belge cultive son aspect « *forteresse* », « *seul contre tous* », « *solidariste* ». Mais contrairement à son homologue français il n'est jamais parvenu à se structurer, à pénétrer durablement des sphères de la société ou à assurer un recrutement de membres nouveaux. À la fin des années quatre-vingt, le FN est une coquille presque vide ; il l'est demeuré. À l'inverse du FN français ou du Vlaams Blok, le parti de Féret est donc très peu organisé. Il n'a pas de forte présence sur le terrain et organise peu d'actions locales. Aucune formation de cadres n'est prévue et la formation idéologique interne est faible.

Les rapports avec le FN français se sont vite révélés très tortueux. Le FN de Jean-Marie Le Pen entretient peu de contacts avec le FN belge. D'un point de vue idéologique et

organiquement, le parti français est plus proche du Vlaams Blok et, à une certaine époque, d'Agir, l'organisation d'extrême droite implantée dans la province de Liège. Le nombre officiel d'adhérents au FN n'a jamais été connu. Selon Daniel Féret, le FN comptait deux cent cinquante personnes en règle de cotisation en 1989²¹ et mille en 1995²², mais ce dernier chiffre est largement surévalué. Le Front national belge est donc un nain politique. Mais cette donnée récurrente de son histoire ne l'a pas empêché de vivre une progression électorale notable dans les années quatre-vingt-dix, période au cours de laquelle, il passa plusieurs caps importants.

En novembre 1991, le FN connaît une avancée notable par rapport à 1987. Il passe de 7 596 voix à 64 992 et décroche un élu. Pour la première fois, il a déposé des listes dans la région wallonne. Il a remporté la moitié de ses suffrages : 31 458. Mais c'est au scrutin européen de juin 1994, que la croissance du FN est la plus marquante. Avec 175 732 voix, il passe considérablement le cap des cent mille suffrages. Daniel Féret est même élu. À l'occasion des élections communales qui interviennent trois mois plus tard (septembre 1994), le Front national confirme la poussée des élections européennes de juin là où il fut en mesure de se présenter. Dans la région bruxelloise, le Front national dépose une liste dans dix-sept des dix-neuf communes et conquiert 46 mandats de conseillers communaux. Il dépasse le cap des 10% dans trois municipalités : Molenbeek (16,6%), Anderlecht (13,2%) et Koekelberg (12,6%). Dans la province du Brabant wallon, le FN est présent dans cinq communes sur vingt-sept et décroche un siège à Nivelles. En Hainaut, il y a sept listes frontistes pour soixante-cinq communes et seize sièges à la clé. Le FN franchit le seuil des 10% dans trois d'entre elle : La Louvière (14,4%), Charleroi (10,5%) et Manage (10,2%). Dans la province de Liège, le Front national a une liste dans six communes sur quatre-vingt-quatre et glane six sièges. Dans le Luxembourg, province rurale, il n'est pas à même de ne présenter qu'une liste sans résultat probant. Enfin, dans la province de Namur, le FN est présent dans dix-sept communes sur trente-neuf mais ne capte que trois sièges de conseillers communaux²³. La moisson de conseillers communaux est importante puisque ce ne sont pas moins de soixante-douze élus du FN qui font leur entrée dans les conseils communaux.

Enfin, à l'élection législative de 1995, le Front national recule un peu par rapport à l'élection européenne de juin 1994 mais reste à un niveau très élevé. Avec 138 496 suffrages, il fait plus que

doubler son nombre de suffrages obtenus en 1991. En revanche, sa liste au Sénat a été invalidée. Elle devait être conduite par Roger Nols qui avait rejoint le parti peu de temps avant²⁴. C'est aussi le cas à la Chambre dans la circonscription du Brabant wallon suite à une plainte d'une petite formation d'extrême droite, le parti communautaire national (PCN)²⁵. Une partie des signatures recueillies pour le dépôt de liste s'avérait frauduleuse.

En six années, le Front national a donc franchi plusieurs paliers dans ses performances électorales. Sa progression a été marquante dans les cantons hennuyers, province dans laquelle il atteint près de 8% des suffrages.

*Évolution du pourcentage du Front national
dans les provinces wallonnes et dans l'arrondissement
de Bruxelles-Hal-Vilvorde aux élections législatives*

	Bruxelles- Hal-Vilvorde	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	Brabant wallon	Wallonie	Royaume
1985	0,45							0,06
1987	0,92							0,12
1991	4,20	1,55	0,84	0,84	2,80	3,61	1,66	1,05
1995	4,73	7,83	4,10	4,11	6,93		5,46	2,28

Un des caractéristiques de son évolution électorale est son élargissement à la Wallonie. Le FN ne s'était présenté qu'en région bruxelloise en 1985 et en 1987. Et il n'était pas présent dans tous les cantons wallons en 1991. Le poids des voix bruxelloise du FN dans son nombre total de suffrages a donc décliné. Alors qu'il était encore de plus de 50% en 1991, il n'était plus que d'un peu plus de 25% en 1995 ; le Hainaut se taillant alors la plus grosse part avec près de 40% du total des voix frontistes.

*Rapport des suffrages du Front national par province
au nombre total de voix obtenues et rapport du poids
de chaque province en suffrage rapporté à la Wallonie
et l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde (En pourcentage)*

	Bruxelles-Hal- Vilvorde	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	Brabant wallon
FN - 1985	100,00					
	30,62	26,74	21,49	5,17	9,27	6,71
FN - 1987	100,00					
	30,20	26,72	21,53	5,20	9,45	6,88
FN - 1991	51,60	17,02	7,52	1,82	11,21	10,81
	29,70	26,51	21,57	5,26	9,69	7,25
FN - 1995	25,75	39,98	17,06	4,17	13,03	
	28,61	26,82	21,87	5,34	9,88	7,46

Un autre trait significatif de la percée électorale du FN est qu'il a su s'imposer comme le parti d'extrême droite en Communauté française de Belgique. À la fin des années quatre-vingt et pendant les premières années de la décennie quatre-vingt-dix, le Front national a en effet été confronté à une autre formation d'extrême droite : Agir. Née en 1989, Agir capta près de 2% des suffrages en Wallonie lors du scrutin législatif de 1991. Mais sa pénétration est surtout véritable dans la province de Liège. Agir est avant tout un parti « *principautaire* » dont une partie de l'identité se fonde par ailleurs sur le nationalisme wallon. En 1994, Agir dépose une liste pour le scrutin européen. Son caractère liégeois l'empêche de prospérer. Elle recueille en effet 63,4% de ses voix dans la seule province de Liège. Lors de l'élection législative de 1995, cette part remonte même à 82,9% alors même qu'Agir perdait une partie de son capital électoral dans la dite province. Cet échec engendre sa quasi-disparition et prouve une nouvelle fois la puissance de l'étiquette du Front national.

Les élections législatives de mai 1995 ont en effet indiscutablement consacré le Front national comme « *la* » formation d'extrême droite francophone aux yeux des électeurs qui votent pour l'extrême droite. Même dans la province liégeoise, Agir a été supplantée par le Front national. Le FN y a recueilli 64,9% des voix de l'extrême droite. À Bruxelles, l'Alliance radicale (AR), dissidence bruxelloise du FN créée par Patrick Sessler, la conseillère communale bruxelloise Nadine Lemmens et Fernande Philippart²⁶ échoua tout à fait. L'AR ne recueille que 882 suffrages soit 0,82% au niveau de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Pourcentage du FN dans le score de l'extrême droite francophone

	<i>Arr. de Bruxelles- Hal-Vilvorde</i>	<i>Brabant wallon</i>	<i>Hainaut</i>	<i>Liège</i>	<i>Luxembourg</i>	<i>Namur</i>	<i>Belgique</i>	<i>Wallonie</i>
Législatives 1985	100						100	
Législatives 1987	63,8						63,8	
Législatives 1991	97,4	95,5	94,5	30,4	100	100	83,3	72,1
Européennes 1994	92,8	91,8	90,2	47,3	79,8	89,9	80,3	76,7
Provinciales 1994		100	86,4	38,1	100	96,9		87
Législatives 1995	100		95,5	64,9	100	100	90	87

Si le Front national a manifestement été identifié comme le parti d'extrême droite francophone par les électeurs qui souhaitent émettre un vote de cette nature, cela ne lui a pas permis de franchir des seuils nouveaux en termes de structuration. Au contraire, passées les différents scrutins, le Front national a systématiquement été l'objet de querelles internes, de scissions multiples et de départs en cascade. Ainsi, depuis le scrutin communal de septembre 1994, un très grand nombre de conseillers communaux ont abandonné le FN. Et depuis l'élection législative de 1995, le Front national est confronté à une contestation de la direction de Daniel Féret et à l'émergence de partis nouveaux.

Dès septembre 1995, le parti vivait une scission avec le départ de sa députée bruxelloise Marguerite Bastien. Celle-ci décidait de créer un nouveau « *Front national* ». Une décision de la conférence des présidents de groupe de la Chambre l'a privée de l'utilisation de cette appellation²⁷. Bastien a de la sorte renommé son parti : Front nouveau de Belgique (FNB). Marguerite Bastien a emmené dans son sillage d'anciennes personnalités du monde politique belge, connues pour leurs opinions très à droite : Roger Nols (voir *supra*), Daniel Noël de Burlin, ancien parlementaire social chrétien et le général Close, ancien sénateur libéral et croisé de l'anti-communisme dans les années soixante-dix et quatre-vingt.

Dans un autre registre, Juan Lemmens et Roland Frippiat, deux personnalités bien connues de l'extrême droite bruxelloise, par ailleurs députés régionaux bruxellois, ont aussi quitté le parti de Daniel Féret, pour fonder une nouvelle formation : le parti social démocrate (PSD). Juan Lemmens avait disputé à Daniel Féret la présidence du parti. Le bureau politique du FN avait élu ce dernier par soixante et une voix contre seize à Lemmens²⁸. Les députés bruxellois ont annoncé un enracinement en Wallonie à partir de mai 1998. Le parti social démocrate vise explicitement

l'électorat socialiste et centre son propos sur la question sociale, même s'il fait écho au refus de droit de vote et d'éligibilité des étrangers non ressortissants de l'Union européenne : « *Le parti socialiste a déçu. Terriblement. Le plus grave... c'est qu'il a complètement oublié les gens qu'il était censé défendre : travailleurs, pensionnés, minimexés, sans-emplois... Le parti socialiste ne représente même plus le vote utile pour les électeurs à la fibre sociale. Le vote utile des partisans du social, c'est le parti social démocrate* ». Cette expérience a fait long feu puisque Juan Lemmens a rejoint le Front nouveau de Belgique de Marguerite Bastien.

En juin 1997, le FN a été secoué par des convulsions nouvelles. Le député régional bruxellois, Émile Eloy a initié un processus visant à une décentralisation du parti. Il a fondé la « *fédération bruxelloise du FN* » visant fédéraliser la décision dans le FN. Surtout pour Émile Eloy, ancien membre du Front démocratique des Francophones (FDF), il s'agit de contrer l'opération du Vlaams Blok dans la capitale belge (voir *infra*)²⁹.

Le Front national est donc le premier parti d'extrême droite qui soit parvenu à opérer une percée électorale en Communauté française de Belgique. Ses performances lors des scrutins européen, communaux et législatif de 1994 et 1995 ont été non négligeables. Mais en chaque circonstance, ces « *succès* » électoraux ont été sans lendemain. Le Front national ne pèse que peu sur la vie politique. Il n'a jamais réussi à se structurer et à se donner une cohérence idéologique. Il agrège en son sein des sensibilités allant de la droite nationaliste et royaliste aux éléments fascisants les plus durs. Dans ces conditions, le FN n'est pas parvenu à s'ouvrir de nouveaux horizons en termes de recrutements et d'élargissement programmatique. Bien plus, il est perpétuellement en proie à des mouvements centrifuges qui ont conduit à de très nombreuses scissions et de multiples départs. La plupart de ses élus communaux et provinciaux l'ont lâché. Et le Front national est aujourd'hui concurrencé par le Front nouveau conduit par la députée Marguerite Bastien et par le parti social démocrate. Cette difficulté d'organisation interne est d'autant plus manifeste que le Front national ne bénéficie pas du financement public de la vie politique belge. Il faut en effet décrocher des mandataires à la Chambre et au Sénat. Or, le dépôt de sa liste a été invalidé pour le Sénat.

En dépit de cette évanescence politique, il n'est pas sûr que le FN enregistre un recul lors des prochaines élections. Les sondages le lui prédisent mais ils sous-estiment souvent la réalité du score

du FN. Par ailleurs, il semble que l'étiquette Front national sera toujours garante de son hégémonie électorale sur les autres partis d'extrême droite même si le FNB exploite le F et le N de même que le symbole du Front national français. Ce parti semble d'ailleurs engagé dans une surenchère raciste depuis plusieurs mois.

Naissance et développement de l'extrême droite flamande

Si le Président du Vlaams Blok (VB), Karel Dillen, pouvait affirmer en 1981 que « *le Vlaams Blok [était] un petit parti, sans beaucoup d'argent, sans beaucoup de moyens de propagande, sans le soutien d'une mutualité, d'un syndicat, de grands financiers* »³⁰, ce ne serait plus possible aujourd'hui. Non pas que le Vlaams Blok ait créé une mutualité ou une organisation syndicale mais, à la lumière de ses résultats électoraux de 1988 à 1995, on ne peut plus guère parler de petite formation politique sans moyens.

Le Vlaams Blok est sans conteste l'expression la plus nette de la montée de l'extrême droite en Belgique. Mais l'appréhension de ce parti est moins simple que dans le cas du Front national belge. Nous l'avons souligné en introduction, le Vlaams Blok est à l'origine un cartel électoral qui se présente aux élections législatives de 1978.

En 1977, cinq partis présents au gouvernement avaient signé un accord de pacification communautaire et de nouvel agencement institutionnel de la Belgique : le parti socialiste belge (PSB-BSP), le parti social chrétien (PSC), le Christelijke Volkspartij (CVP), le Front démocratique des Francophones (FDF) et la Volksunie (VU). Cet accord, dit pacte d'Egmont, fut complété en février 1978 par les dispositions de l'accord de Stuyvenberg.

Sous la pression d'une partie du CVP et de la presse flamande, le premier ministre belge Leo Tindemans (CVP) fit capoter l'accord en prenant appui sur certaines réserves de constitutionnalité exprimées par le Conseil d'État. C'est de la participation de la Volksunie à la coalition gouvernementale et de son soutien au pacte d'Egmont que naît le Vlaams Blok. Le 28 mai 1977, de nombreuses réserves s'étaient exprimées dans l'organe législatif de la Volksunie, le *partijraad*, quant à l'appui à apporter au pacte

d'Egmont. Un tiers des délégués le rejetèrent : 62 voix contre 31³¹.

Deux partis flamingants tout-à-fait opposés à ces accords virent le jour. Le VNP (Vlaams Nationale Partij) animé par Karel Dillen, naît le 2 octobre 1977. Karel Dillen avait déjà un long parcours politique derrière lui. Il avait rejoint la Volksunie en 1964 et avait siégé dans son organe législatif de 1958 à 1971 avant de quitter ce parti. Il avait par ailleurs créé en 1962 le groupe ultra-nationaliste flamand Were Di qu'il dirige jusqu'en 1976³². Pour sa part, le VVP (Vlaamse Volkspartij) dirigé par Lode Claes, ancien collaborateur et parlementaire Volksunie, est établi le 19 novembre 1977. Dans l'espoir de réussir de connaître un succès électoral en 1978, ces deux formations se présentent ensemble sous l'intitulé Vlaams Blok.

Pour sa première participation, le Vlaams Blok décroche un élu en la personne de Karel Dillen dans l'arrondissement d'Anvers, un des berceaux du flamingantisme et de l'extrême droite flamande. En revanche, Lode Claes échoue à Bruxelles. La campagne du Vlaams Blok avait été prioritairement axée sur les questions communautaires. Karel Dillen déclarait notamment : *« Il est clair que nous devons en finir avec les défenseurs cupides du pacte d'Egmont, les condamner et les achever impitoyablement. La Volksunie est en partie de mauvaise foi. Le comportement de ces gens est influencé par leurs propres intérêts, leurs ambitions, leurs envies de pouvoir et leur volonté d'obtenir des mandats, des charges et des postes. Seuls quelques-uns d'entre eux pourraient ouvrir les yeux et reconnaître le nationalisme flamand. Quant aux autres, nous les évincerons purement et simplement »*³³. Le VB revendiquait un État flamand indépendant avec Bruxelles pour capitale.

La campagne commune du VVP et du VNP n'entraîne pas immédiatement l'agrégation en une seule formation. En effet, le VVP reprend rapidement son autonomie sous l'impulsion de Lode Claes. Mais ce choix entraîne le départ de son aile nationaliste dans les rangs du VNP, qui se transforme fin mai 1979 en Vlaams Blok. Fortement amputé, le VVP prend, seul, part au scrutin européen de 1979. Mais il n'obtient que 37 810 suffrages. Cet échec accélère sa déliquescence ; notamment après l'abandon de la vie politique par Lode Claes. La voie était libre pour le Vlaams Blok.

Fondée originellement sur les questions communautaires, le Vlaams Blok modifie progressivement le centre de sa propagande vers la lutte contre l'immigration. À partir de 1984-1985, cette

problématique devient même au cœur de ses campagnes politiques. L'indépendance de la Flandre, la sublimation du Flamand et, parallèlement, le discours xénophobe et raciste sont désormais les deux leitmotifs publics du Vlaams Blok. Le VB recrute d'ailleurs parmi les mouvements radicaux du nationalisme flamand qui combinent les deux dimensions : le Voorpost, le Were di³⁴, le Vlaams Militanten Orde (VMO) et la Nationalistisch Studenten Vereniging (NSV)³⁵.

La documentation du parti révèle les choix droitiers voir fascistes du parti. Le Vlaams Blok affiche un élitisme lié à la nationalité et un patriotisme flamand sans équivoque. Mais il revendique aussi « *l'ordre* » indispensable dans le sens de « *moins de ministères, moins d'hommes politiques, l'interdiction des jetons de présence pour les hommes politiques* »,...³⁶. Par ailleurs, jusqu'à l'écroulement du mur de Berlin, le Vlaams Blok affichait un anti-communisme tenace et un soutien sans faille à l'OTAN de même qu'une solidarité avec l'apartheid pratiquée en Afrique du Sud. Dans les questions de société, le Vlaams Blok s'est aussi très vite signalé pour son combat pour le « *respect de la vie* » et « *contre l'avortement* »³⁷ et surtout par sa lutte pour l'amnistie pour les collaborateurs, ayant été condamné au lendemain de la guerre.

La progression politique et électorale du Vlaams Blok s'est opérée en deux temps. De 1981 à 1988, le parti d'extrême droite flamand se déploie principalement à partir de son point de gravité initial : la province d'Anvers. Le parti ne parvient pas à décoller politiquement ou électoralement. Face à cette difficulté de s'implanter hors ce cœur historique, le Vlaams Blok initie un changement interne de redynamisation. Le VB lance une « *opération de rajeunissement* » sous la houlette de Filip Dewinter. Les jeunesses du Vlaams Blok (Vlaams Blok Jongeren) sont créées. Comme le pointe Marc Spruyt, « *le programme du parti est rafraîchi : on y introduit le marketing politique ; le vocabulaire de la vieille droite est remplacé par un langage moderne de droite ; de jeunes intellectuels apportent un style nouveau et l'on recherche avant tout la respectabilité* »³⁸.

Le Vlaams Blok entame une progression marquante à partir des élections législatives de 1987 sous l'effet d'une accélération de la dualisation de la société qui contribuent à « *de « nouvelles » orientations de valeurs* » dans une partie de l'électorat³⁹. Pour la première fois, le Vlaams Blok passe le seuil des cent mille suffrages : 116 534.

Les élections communales d'octobre 1988 voient le Vlaams

Blok grimper de manière spectaculaire dans la ville d'Anvers. Il y recueille dix sièges alors qu'il n'en avait que deux précédemment. Mais plus largement, le parti s'est présenté dans cinquante-trois municipalités (vingt-cinq en 1982) et a décroché au total vingt-sept mandats de conseillers communaux. Diverses enquêtes post-électorales⁴⁰ ayant montré que la motivation essentielle de l'électorat du Vlaams Blok reposait sur sa position en matière d'immigration, le gouvernement décide le 8 novembre 1988 d'instituer un Commissariat royal à la politique des Immigrés chargé « *de l'examen et de la proposition des mesures qui s'imposent à l'égard de la problématique des immigrés* »⁴¹

*Résultats du Vlaams Blok aux élections communales de 1988
(En pourcentage)*

	Voix	Pourcentage	Sièges		Voix	Pourcentage	Sièges
Anderlecht	1162	2,55		Willebroek	516	3,21	
Berchem	338	2,86		Herentals	214	1,27	
Bruxelles	687	1,17		Mol	281	1,35	
Jette	273	1,13		Turnhout	908	3,53	
Koekelberg	237	2,89		Bruges	1278	1,58	
Molenbeek	945	3,28		Courtrai	456	0,86	
Schaerbeek	508	1,15		Wevelgem	180	0,87	
Asse	599	3,19		Coxyde	148	1,33	
Dilbeek	305	1,19		Middelkerke	109	1,07	
Grimbergen	773	3,55		Ostende	1144	2,46	
Kampenhout	251	3,86		Oudenburg	113	1,93	
Leeuw-Saint-Pierre	428	2,22		Roulers	612	1,69	
Aarschot	653	3,43		Alost	946	1,71	
Louvain	1345	2,35		Gand	8017	5,16	2
Montaigu-Zichem	170	1,12		Lochristi	172	1,47	
Tielt Winge	84	1,32		Lokeren	1216	5,27	1
Anvers	54163	17,69	10	Saint-Nicolas	2308	4,97	1
Brasschaat	1466	6,73	1	Termonde	548	1,19	
Edegem	898	5,49	1	Waasmunster	138	2,19	
Kapellen	603	3,83		Bourg-Léopold	176	1,93	
Kontich	715	5,68		Genk	662	2,24	
Schoten	1625	7,64	2	Heusden-Zolder	560	3,59	
Wuustwezel	787	8,42	1	Saint-Trond	241	0,92	
Zoerzel	523	4,83		Houthalen-Helchteren	272	1,94	
Lierre	1444	6,56	1	Riemst	143	1,39	
Malines	4412	8,62	3	Tongres	398	1,87	
Nijlen	251	1,82					

À partir des élections européennes de 1989, l'expansion du Vlaams Blok se généralise à toute la Flandre. Avec 241 117 voix, il double son score de l'élection législative de 1987 et il obtient un député européen.

Mais c'est à l'élection nationale de novembre 1991, que le Vlaams Blok marque le plus les esprits. Le parti rassemble sous son nom plus de 400 000 suffrages. La Volksunie est dépassée par le VB. Le principal parti fédéraliste flamand est de la sorte supplanté sur sa droite. Il s'agit désormais d'une formation avec laquelle on doit compter. Cela est d'autant plus vrai qu'il conforte cette performance lors des scrutins suivants. À l'élection européenne de 1994, il recueille 464 000 voix et remporte un deuxième siège de député européen. L'élection communale de septembre 1994 scelle son enracinement politique.

Enfin, au scrutin législatif de mai 1995, le Vlaams Blok s'approche des 500 000 suffrages. Il recueille 475 677 voix et passe au statut de sixième parti de Belgique devant le parti social chrétien. De 1987 à 1991, la progression du Vlaams Blok a été marquante dans la province d'Anvers mais proportionnellement, il a crû de manière plus importante dans les autres provinces flamandes et dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

*Évolution du pourcentage du Vlaams Blok
dans les provinces flamandes
et dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde
aux élections législatives*

	Bruxelles-Hal- Vilvorde	Brabant flamand	Anvers	Flandre occidentale	Flandre orientale	Limbourg	Flandre	Royaume
1978	1,86	1,78	2,85	1,21	2,08	1,21	2,01	1,36
1981	0,90	0,87	3,12	1,04	-	0,81	1,37	0,87
1985	1,43	1,58	3,99	1,10	1,75	0,88	2,18	1,40
1987	1,52	2,17	5,91	1,35	2,21	1,26	3,03	1,89
1991	5,96	7,62	16,66	5,56	9,24	6,99	10,28	6,57
1995	7,24	8,42	18,31	8,08	11,26	9,72	12,25	7,83

Tendanciellement le poids de ses suffrages a décliné en province anversoise. En 1987, il y obtenait plus de 50% de ses voix. En 1995, il s'agissait de moins de 40%.

*Rapport des suffrages du Vlaams Blok par province
au nombre total de voix obtenues
et rapport du poids de chaque province
en suffrage rapporté à la Flandre
et l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde (En pourcentage)*

	Bruxelles- Hal-Vilvorde	Brabant flamand	Anvers	Flandre occidentale	Flandre orientale	Limbourg
1978 - VB	20,43 21,71	5,82 6,45	35,33 24,40	10,18 16,61	25,03 21,28	5,85 9,54
1981 - VB	14,74 20,71	4,53 6,58	60,49 24,70	13,76 16,81	0,00 21,05	6,54 10,15
1985 - VB	13,92 19,72	5,18 6,63	48,68 24,77	9,16 16,93	18,45 21,37	4,61 10,57
1987 - VB	10,72 19,34	5,31 6,69	53,32 24,73	8,43 17,10	17,27 21,38	4,93 10,74
1991 - VB	11,73 18,67	5,46 6,79	43,76 24,91	10,12 17,26	20,81 21,37	8,11 11,00
1995 - VB	11,47 18,00	5,17 6,96	39,88 24,72	12,45 17,49	21,33 21,50	9,69 11,30

C'est d'ailleurs dans les cantons où son implantation était la plus faible que le VB a le plus progressé. Alors qu'en 1991, il recueillait moins de 5% dans 44 cantons électoraux, ce chiffre est passé à 9 en 1995.

*Évolution du nombre et de la proportion de cantons
dans les fourchettes de pourcentage du Vlaams Blok*

Scores du VB	1995		1991	
Plus de 25%	1	0,89	1	0,91
Entre 20 et 25%	2	1,79	1	0,91
Entre 15 et 20%	8	7,14	8	7,21
Entre 10 et 15%	28	25,00	14	12,61
Entre 5 et 10%	64	57,14	43	38,74
Moins de 5%	9	8,04	44	39,63

L'expansion électorale du Vlaams électorale et sa diversification géographique lui ont permis de conquérir des élus de plus en plus nombreux. D'un député en 1985, il est passé à trois en 1987 et douze en 1991. En 1995, il a décroché onze sièges mais sur un total de 150 postes plutôt que 212. À l'exception du Brabant flamand, il a désormais des députés issus de chaque province et de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Évolution différenciée du nombre de députés du Vlaams Blok

	Bruxelles- Hal-Vilvorde	Brabant flamand	Anvers	Flandre occidentale	Flandre orientale	Limbourg	Flandre	Royaume
1978			1				1	1/212
1981			1				1	1/212
1985			1				1	1/212
1987		1	2				3	3/212
1991	2		6		3	1	10	12/212
1995	2		5	1	2	1	9	11/150

Contrairement à ce que nous avons évoqué pour le Front national belge, le Vlaams Blok est une formation très structurée et très cohérente qui a été rendue possible par le financement public dont elle bénéficie. Le Vlaams Blok a aujourd'hui un budget qui dépasse les cent millions de francs belges (16,5 millions de FF). Dans le temps, il a connu une croissance de son nombre d'affiliés, même si en comparaison d'autres formations belges, son taux d'adhésion reste modeste. Le Vlaams Blok peut aujourd'hui compter sur 10 000 membres et de 1 000 à 1 500 militants.

Évolution du nombre d'adhérents du Vlaams Blok⁴²

1979	834
1980	1 231
1981	1 607
1982	2 435
1983	2 821
1984	3 269
1985	3 698
1986	4 004
1987	4 213
1990	6 500
1995	9 322
1996	10 039

Le Vlaams Blok recrute surtout dans ses bastions puisque un tiers de ses adhérents provient du seul arrondissement d'Anvers (4/10 à l'échelle de la province).

Répartition géographique des membres du Vlaams Blok en 1996

Bruges	445
Ostende-Furnes-Diksmude-Ypres	371
Courtrai-Roulers-Tielt	493
Gand Eeklo	749
Alost-Audenarde	515
Termonde-Saint-Nicolas	774
Anvers	3227
Malines	656
Turnhout	466
Limbourg	803
Louvain	391
Bruxelles-Hal-Vilvorde	1041
Autres	107

Il met indubitablement de nombreux problèmes à l'agenda de l'échiquier politique flamand ; en particulier tout la problématique sécuritaire et toute la question institutionnelle. Il tente d'avoir une armature idéologique pour ses militants. Ainsi, le Nationalistisch vormingsinstituut (NVI) a en charge la formation des cadres du parti ; formation dans laquelle l'influence de la Nouvelle droite française est prégnante. Le Vlaams Blok attache en effet une importance particulière à « *l'hégémonie culturelle* » et n'hésite pas à se référer à Gramsci pour avancer en matière d'influence culturelle⁴³.

Au congrès de Dilbeek le 8 juin 1996, Karel Dillen, président à vie du parti a abandonné sa fonction non sans avoir installé son dauphin – comme le prévoient les statuts – Frank Vanhecke⁴⁴. Avec Gerolf Annemans et Philip Dewinter, il forme le triumvirat qui incarne le Vlaams Blok et ses différentes sensibilités. Alors qu'Annemans personnifie la volonté de « *respectabiliser* » le parti, Dewinter représente l'aile dure anti-système du Vlaams Blok. Vanhecke se situe entre les deux.

Depuis le début de la législature 1995-1999, le Vlaams Blok a habilement combiné actions de respectabilité et initiatives plus musclées en vue de déstabiliser des organismes ou partis concurrents. Par exemple, à l'occasion de la fête du pèlerinage de l'Yser, le parti d'extrême droite flamand a sciemment semé la confusion contre le comité organisateur pour durcir le propos radical flamand. Le 1^{er} mai 1996, il visait cette fois les couches populaires en célébrant le prêtre Daens.

Enfin, depuis fin 1996, le Vlaams Blok s'est fixé comme projet de bloquer les institutions bruxelloises. Pour ce faire, il a lancé

une campagne de propagande bilingue. Plusieurs centaines de milliers de tracts ont déjà été diffusés dans la capitale belge dans le but de capter une partie de l'électorat francophone. Dans cette entreprise, le Vlaams Blok s'appuie sur un certain nombre d'anciens responsables du parti des forces nouvelles en rupture avec le Front national. Avec le soutien du VB, ils ont fondé l'organisation Bruxelles Identité sécurité (Bis) qui relaie les thèses et les interviews des dirigeants du Vlaams Blok. Cette opération vise aussi à tirer profit des dissensions au sein de l'extrême droite francophone pour s'attirer les électeurs qui ont voté antérieurement pour le Front national.

Récemment, le Vlaams Blok s'est attaché les services de Johan Demol, ancien commissaire en chef de la police de Schaerbeek⁴⁵. Dans un premier temps, ce dernier a été suspendu pour avoir menti sur son appartenance antérieure à l'organisation d'extrême droite le Front de la jeunesse dans les années soixante-dix. Il a ensuite été révoqué. Pourquoi cette focalisation sur la région bruxelloise ? Elle est due à l'implantation du Front national dans cette aire géographique et à la spécificité des institutions régionales bruxelloises. En effet, au terme de la réforme de l'État de 1988, la région de Bruxelles-Capitale a été créée sur une base complexe. Il s'agit d'une région bilingue où la parité linguistique des ministres doit être assurée au niveau de l'Exécutif. Comme au niveau fédéral, le Ministre-président (Premier ministre) est répété asexué d'un point de vue linguistique. En revanche, à l'échelle de l'assemblée régionale, la représentation est directement proportionnelle. Les soixante-quinze sièges à pourvoir sont dévolus indistinctement des listes francophones et flamandes. Mais les listes doivent être unilingues. Dans la législature 1989-1995, il y avait soixante-quatre élus francophones pour onze élus néerlandophones. Dans la législature 1995-1999, on recense soixante-cinq élus francophones pour dix élus néerlandophones. Compte tenu de l'émigration des Flamands hors de Bruxelles, la question du nombre d'élus néerlandophones dans la législature 1999-2004 est ouverte. Le socle de députés flamands risque de se rétrécir. Parallèlement à ce processus, le Vlaams Blok progresse. Dans la première législature (1989-1995), il avait obtenu un élu et dans la deuxième deux. S'il en recueillait trois ou quatre lors du prochain scrutin et que le nombre de députés régionaux flamands tombait à neuf, la situation institutionnelle de Bruxelles serait extrêmement délicate. En effet, pour la plupart des matières, la majorité simple suffit mais pour d'autres, il faut une double majorité ; et dans le total des

députés francophones et dans le total des députés flamands. Par ailleurs, certaines compétences sont gérées par des collèges unilingues : il y a une commission communautaire francophone et flamande. Confectionner une majorité parmi les élus flamands serait donc extrêmement complexe d'autant que le sort et le statut de la région bruxelloise sont une pomme de discorde entre Francophones et Flamands à l'échelle fédérale.

La force organisationnelle et électorale du Vlaams Blok est bien plus ancrée que celle du Front national et son influence sur les autres partis politiques plus prégnante. Les réactions des partis traditionnels aux formations d'extrême droite sont également différenciées selon le clivage linguistique. Pour la deuxième fois, les quatre partis francophones ont signé en mai 1998 une charte affirmant qu'ils n'entretiendront aucune relation et ne collaboreraient jamais avec l'extrême droite. Aucune initiative semblable n'a été menée en Flandre, bien que les partis traditionnels affirment vouloir constituer comme à Anvers un « *cordon sanitaire* ». Il est vrai aussi que l'enracinement du Vlaams Blok est plus puissant et gêne davantage les partis traditionnels.

NOTES

¹ Patrick Stouthuysen, *Extreem-rechts in Na-oorlogs Europe*, Bruxelles, VUB Press, 1993.

² Els Witte et Jan Craeybeckx, *La Belgique politique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Labor, 1987, p. 228

³ Bruno De Wever, *Vlag, groet en Lieder. Geschiedenis van het Vlaams Nationalistisch Verbond 1933-1975*, Thèse de doctorat, Gand, RUG, 1992.

⁴ Lieven Saerens, « De houding van het Vlaams-nationalisme tegenover de joden tijdens de jaren dertig », in Hugo De Schampheleire, Yannis Thanassekos (Ed.), *L'extrême droite en Europe de l'Ouest*, Bruxelles, VUB Press, 1991, pp. 255-280.

⁵ Marc Swyngedouw, « La construction du péril immigré en Flandre : 1930-1980 », in Andrea Rea (sous la direction de), *Immigration et racisme en Europe*, Bruxelles, Complexe, 1998, p. 116.

⁶ Hugo Gijssels, Jos Vander Velpen, *Le chagrin des Flamands. Le Vlaams Blok de 1938 à nos jours*, Bruxelles, EPO, 1992, p. 14.

⁷ Hervé Hasquin (Dir.), *Dictionnaire d'histoire de Belgique*, Bruxelles, Didier Hatier, 1988, p. 498.

⁸ Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, « Les mutations du paysage politique en Belgique : questions et perspectives », in Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele,

Les présidents de parti répondent... Vers une recomposition du paysage politique en Belgique, Bruxelles, Labor, 1998.

⁹ Xavier Mabille, *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, Éditions du CRISP, 1986, p. 246.

¹⁰ Voir « Nouvelles formes et tendances d'extrême droite en Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 140, février 1962.

¹¹ « UDRT, Livre blanc de 1983 », cité par Patrick Van Eesbeeck. *L'UDRT. De la révolte anti-fiscale des indépendants au libéralisme anti-radical*, Bruxelles, ULB, 1985, 163 pages, p. 45.

¹² Roger Nols, *La Belgique en danger. La vérité sur l'immigration*, Bruxelles, Éditions Ligne claire, 1987.

¹³ *Ibid.*, p. 116.

¹⁴ *Tracts électoraux*, Élections législatives de 1985.

¹⁵ Serge Dumont, « Extrême droite. Les nouvelles filières », *Le Vif*, 9-15 mars 1990.

¹⁶ Philippe Brewaeyts, Vera Dahaut, Anaïs Tolbiac, « L'extrême droite francophone face aux élections », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1350, 1992, p. 20 ; Manuel ABRAMOWICZ, *Les rats noirs*, Bruxelles, Éditions Luc Pire, 1996.

¹⁷ « Volonté européenne », *op. cit.*, p. 7.

¹⁸ Andrea Rea, « Le Front national : force électorale et faiblesse organisationnelle », in Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1997 (2e édition), p. 198.

¹⁹ *Le National*, n° 2, novembre-décembre, 1989, p. 8.

²⁰ *Le Front national*, n° 1, octobre 1989, p. 19.

²¹ Philippe Brewaeyts, Vera Dahaut, Anaïs Tolbiac, *op. cit.*, p. 23.

²² Information recueillie lors d'un entretien avec Daniel Féret, le 27 mars 1995.

²³ Pour le détail des voix, pourcentages et sièges, voir Pascal Delwit, « L'état électoral et militant de l'extrême droite francophone en Belgique », in Hugues Lepaige, *Le désarroi démocratique. L'extrême droite en Belgique*, Bruxelles, Labor, 1996,

²⁴ *Le Soir*, 21 avril 1995.

²⁵ *Le Soir*, 3 mai 1995.

²⁶ *Le Soir*, 13-14 mai 1995.

²⁷ *Le Soir*, 9 mai 1996.

²⁸ *Le Soir*, 6 mai 1996.

²⁹ Wim Haelsterman, Manuel Abramowicz, « La représentation électorale des partis d'extrême droite », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1567-1568, 1997, p. 13.

³⁰ *Tract électoral*, Élections législatives de 1981.

³¹ Serge Govaert, « Le Vlaams Blok et ses dissidences », *Le Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1365, 1992, p. 5.

³² *Ibid.*, p. 26.

³³ Hugo Gijsels, *Le Vlaams Blok*, Bruxelles, Éditions Luc Pire, 1993, p. 70.

³⁴ Marc Spruyt, *Grove Vorstels. Stel dat het Vlaams Blok morgen zijn programma*

realiseert, hoe zou Vlaanderen er dan uitzien ?, Leuven, Van Halewyck, 1995, p. 33.

³⁵ Guy Desolre, « The far right in Belgium : the double track », in Luciano Cheles, Ronnie Ferguson et Micalina Vaughan, *The Far Right in Western and eastern Europe*, Longman, 1995 (2nd edition), p. 248.

³⁶ *Tract électoral*, Élections législatives de 1987.

³⁷ Vlaams Blok, Vlaams Blok Jongeren. Werkgroep Abortus, *Dit leven is in gevaar : een Vlaams Blok brochure over abortus*, Nationalistisch Vormingsinstituut Brussel, 1992.

³⁸ Marc Spruyt, « Le Vlaams Blok », in Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, *Les partis politiques en Belgique*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1997 (2^e édition).

³⁹ Marc Swyngedouw, « L'essor d'Agalev et du Vlaams Blok », *Le Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1362, 1992, p. 10.

⁴⁰ Jaak Billiet, Ann Carton, Rik Huys, *Onbekend of onbemind? Een sociologisch onderzoek naar de houding van de Belgen tegenover migranten*, Leuven, SOI, 1990 ; Marc Swyngedouw, « Het Vlaams Blok in Antwerpen. Een analyse van de verkiezingsresultaten sinds 1985 », in Hugo De Schampeleire, Yannis Tanassekos, *op. cit.*

⁴¹ Article 2 de l'arrêté royal du 7 mars 1989 instituant le Commissariat royal à la politique des immigrés, *Moniteur belge*, 11 mars 1989.

⁴² Sources : Marc Spruyt, « Le Vlaams Blok », in Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele (ed.), *op. cit.* ; Kris Deschouwer, *Organiseren of bewegen. De evolutie van de Belgische partijstructuren sinds 1960*, Bruxelles, VUB Press, 1993 ; Peter Bondi, « Morfologie van de Vlaamse Politieke Partijen in 1995 en 1996 », *Res publica*, 1997, n° 4, p. 689.

⁴³ Dans une réponse à la ministre Paula D'Hondt (CVP) sur la politique d'immigration, le Vlaams Blok avait intitulé un de ses chapitres : « In de leer bij Gramsci » (À l'école de Gramsci), le Vlaams Blok expliquait la supposée victoire culturelle de la gauche sur la question de l'immigration : « Pendant que les partis traditionnels s'occupent de la politique de tous les jours, de la crise économique, des séquelles de la guerre froide et de la chute du communisme, la gauche a mené et gagné le combat idéologique ».

Marc Spruyt, « Le Vlaams Blok et la Nouvelle droite. Le détournement de Gramsci », in Hugues Le Paige, *op. cit.*, p. 176.

⁴⁴ *Le Soir*, 10 juin 1996.

⁴⁵ *Le Soir*, 20 février 1998.